

Recueil de la jurisprudence

Affaire C-670/18

CO contre Comune di Gesturi

(demande de décision préjudicielle, introduite par le Tribunale amministrativo regionale per la Sardegna)

Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 2 avril 2020

« Renvoi préjudiciel — Politique sociale — Principe d'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail — Directive 2000/78/CE — Interdiction de toute discrimination fondée sur l'âge — Appel public à manifestation d'intérêt — Conditions de participation — Exclusion des retraités des secteurs public ou privé »

1. Politique sociale – Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail – Directive 2000/78 – Champ d'application – Réglementation nationale interdisant aux administrations publiques d'attribuer des missions d'étude et de conseil à des personnes retraitées – Inclusion [Directive du Conseil 2000/78, art. 3, § 1, a), c)]

(voir points 20-24)

2. Politique sociale — Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail — Directive 2000/78 — Interdiction de discrimination fondée sur l'âge — Réglementation nationale interdisant aux administrations publiques d'attribuer des missions d'étude et de conseil à des personnes retraitées — Admissibilité — Conditions — Poursuite d'un objectif légitime de politique de l'emploi et du marché du travail — Moyens appropriés et nécessaires — Vérification par la juridiction nationale (Directive du Conseil 2000/78, art. 2, § 2, 3, § 1, et 6, § 1)

(voir points 26-29, 32-39, 42-44, 46-52 et disp.)

Voir le texte de la décision



ECLI:EU:C:2020:272